



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 07/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE CEMENTS - Carrière La Malle

Usine de La Malle
795, avenue des Frères Lumière - CS 80008
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-2025-0148

Code AIOT : 0006400643

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 dans l'établissement LAFARGE CEMENTS - Carrière La Malle implanté AV DES FRERES LUMIERE ZAC DES CHABAUD 13320 BOUC-BEL-AIR. L'inspection a été annoncée le 20/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE CEMENTS - Carrière La Malle
- AV DES FRERES LUMIERE ZAC DES CHABAUD 13320 BOUC-BEL-AIR
- Code AIOT : 0006400643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de roche massive avec surface autorisée de 113 ha pour l'extraction de calcaires et marnes uniquement dédiés à la cimenterie Lagarge ciment. L'installation est dotée d'un concassage des matériaux et d'un transport par convoyeurs capotés au stock pile fermé.
La carrière ne génère pas de stérile et ne reçoit pas de déchets inertes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de la Carrière	Arrêté Préfectoral du 15/02/1996, Article 14 - Plan	Sans objet
2	Collecte et rejet des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 15/02/1996, Article 16-2.3- Eaux de ruissellement	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/02/1996, Article 18 - Lutte contre l'incendie	Sans objet
4	Lutte contre les poussières	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, Article 3 - Sous article 3.5 — Stockages	Sans objet
5	Lutte contre les poussières	Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, Article 4 - Sous article 4.2 - Émissions de poussières diffuses — plan de Surveillance	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate une bonne tenue de la carrière par l'exploitant et n'a pas de remarque particulière à faire suite à cette visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de la Carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/1996, Article 14 - Plan
Thème(s) : Autre, Documents Administratifs
Prescription contrôlée : Le plan de la carrière et des installations de concassage-criblage doit être établi et mis à jour au moins une fois par an ; sur ce plan doivent être reportés :-les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres,-les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs,-le plan de phasage de l'exploitation et de remise en état,- les zones remises en état.
Constats : Le plan a été transmis à l'inspection le 31/01/2025 au préalable de la visite : ce plan a été mis à jour en date du 09/12/2024, il présente l'ensemble des caractéristiques prescrites (zones remises en état, les limites, courbes de niveau...) par l'arrêté préfectoral hormis le phasage actuel de l'exploitation. L'exploitant s'engage à transmettre ces éléments rapidement lors de la visite. L'inspection a pu constater lors de sa visite de terrain que la remise en état a bien été réalisée sur les zones du plan mentionnées comme remises en état. Il n'est pas prévu de cessation d'activité

partielle, celle-ci se fera dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale que souhaite déposer prochainement l'exploitant pour le renouvellement de son autorisation.

Ultérieurement à la visite, en date du 13/02/2025, l'exploitant a transmis le plan de phasage. Ce document est conforme aux attendus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte et rejet des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/1996, Article 16-2.3- Eaux de ruissellement

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de surface

Prescription contrôlée :

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation, et notamment les installations situées sur le carreau, devra être mis en place à la périphérie de cette zone et étendu au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation. Les eaux seront recueillies dans le bassin de rétention existant sur le carreau. Elles seront ensuite dirigées par pompage vers un bassin décanteur équipé d'un dispositif de déshuilage qui devra être construit sous un délai de 5 ans. Les effluents seront ensuite rejetés vers le ruisseau la Caravelle avec un débit au plus égal à celui des pompes d'alimentation qui ne sera jamais supérieur à 0,285 m³ /s. Le bassin recueillant les eaux de ruissellement provenant du stockage de charbon devra être réaménagé. Il sera imperméabilisé et devra assurer une décantation efficace. Les eaux seront ensuite rejetées dans le bassin de rétention situé sur le carreau. Les travaux devront être achevés dans un délai de 4 ans. Tous ces ouvrages devront être régulièrement entretenus et nettoyés. Ils devront donc être conçus en conséquence et être conformes d'une manière générale aux dispositions énoncées dans la 5ème partie de l'étude d'impact intitulée "mesures compensatoires". Dans un délai de cinq ans suivant la parution du présent arrêté l'exploitant adressera à Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône une étude hydrogéologique du site de la carrière afin de déterminer les conséquences d'un envahissement du carreau par les eaux de ruissellement à l'issue de la fin d'exploitation du site. Cette étude devra également évaluer le niveau maximal de remplissage du site.

Constats :

L'inspection a pu constater lors de sa visite, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation:

- que le ruissellement est bien récupéré en fond de carrière puis dirigé vers un bassin de décantation et par sur-verse, il arrive dans un bassin de pompage pour évacuation
- que ce bassin de pompage est équipé de deux pompes de 500m³/h et que d'après l'exploitant le débit est bridé à 150m³/h et seule une des deux pompes est actionnée lors de l'atteinte du niveau haut dans ledit bassin (débit maximal autorisé par AP de 1026m³/h)
- que ce rejet s'effectue dans le ruisseau de la Caravelle/Aygalades

L'étude hydrogéologique mentionnée dans l'arrêté préfectoral a bien été faite en juillet 2005 par MICA et porte la référence n°05-137.

Ultérieurement à la visite, l'exploitant a transmis en date du 13/02/2025 la preuve d'intervention sur le bac décanteur/déshuileur de la Dalle Valmat.

<p>Suite à une demande de l'EPAGE HuCA, établissement public d'aménagement et de gestion du ruisseau des Aygalades, de rejeter de façon plus régulière et avec un débit plus faible l'eau du bassin de pompage, l'exploitant Lafarge s'est engagé dans des travaux de modernisation en ajoutant une pompe de 30 à 90m3/h dans le but de rejeter plus linéairement les eaux de ruissellement (moindre impact quantitatif – débit- sur le milieu récepteur). Celle-ci doit entrer en service très prochainement.</p> <p>Par ailleurs, les produits susceptibles de générer des pollutions de l'eau, sont situés dans des rétentions étanches pouvant contenir 100% du volume et les deux bacs décanteurs/deshuileurs présent au niveau du Garage et de la Dalle du fond de carrière ont bien été entretenus, respectivement le 30/01/2025 et le 29/07/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra la preuve de mise en service de la nouvelle pompe du bassin de pompage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/1996, Article 18 - Lutte contre l'incendie</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur ; ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés une fois par an (extincteurs, réseau d'adduction d'eau ou réserve d'eau, réserve de sable...). Dans les zones présentant un risque d'incendie, la délivrance d'un permis de feu par l'exploitant avant toute intervention du personnel est nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater que la carrière est bien pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur (présence d'un lac et de bassin pour pompage ainsi que de citernes incendies et extincteurs en nombres)</p> <p>L'exploitant prévoit prochainement la réalisation d'un plan avec emplacement des moyens de lutte incendie comprenant l'emplacement des extincteurs (sur zone à risque), citernes.</p> <p>Il est constaté l'absence de cartouche d'information au dessus des extincteurs et le registre de sécurité n'a pu être consulté sur place. L'exploitant indique tout de même qu'il est bien présent dans le local de l'usine. Il sera transmis par mail à l'inspection.</p> <p>Ultérieurement à la visite, en date du 13/02/2025 par mail, l'exploitant a transmis le plan de la carrière avec l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie, la copie du registre de sécurité (attestant de la vérification périodique des équipements) et la preuve de mise en oeuvre des cartouches au dessus des extincteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Lutte contre les poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, Article 3 - Sous article 3.5 — Stockages
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions utiles pour limiter les émissions de poussières dues au stockage de ses produits dans l'enceinte de la carrière. Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère. Les stocks piles, susceptibles de contenir des matériaux fins, sont réalisés de manière à empêcher la prise au vent et à éviter les envols de poussières. Les stockages extérieurs doivent être positionnés sur le site de la carrière de manière à être protégés des vents dominants et si nécessaire humidifiés pour éviter les émissions et les envois de poussières, même pendant les périodes d'inactivité de la carrière. Le dispositif d'arrosage utilisé est asservi à une station météo sur site mesurant la vitesse et la direction du vent et se déclenche automatiquement dès que la vitesse du vent dépasse 50 km/h. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abris ou en silos.
Constats : L'exploitant indique que l'abattage des poussières se fait par arroseuse à manche de manière régulière sur les pistes. Un compteur est présent au niveau du pompage de l'arroseuse pour quantifier le volume prélevé dans le bassin de rejet des eaux superficielles. Il y a également une aspersion fine au niveau des trémies d'alimentation et du tapis convoyeur qui est capoté sur toute sa longueur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Lutte contre les poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/03/2021, Article 4 - Sous article 4.2 - Émissions de poussières diffuses — plan de Surveillance
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Pour les carrières dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes, un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement, conforme à la norme NF X 43-014 (2017), est mis en place. Ce réseau est décrit dans le plan de surveillance demandé à l'article 2.1 du présent arrêté, et comprend les stations de mesures définies à l'article 19.6 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé dont la fréquence de mesure est définie au même article. Le nombre de points de mesure et la fréquence des mesures pourront être modifiés après accord de l'Inspection des Installations Classées, sur présentation par l'exploitant de résultats régulièrement inférieurs à 0,35 g/m ² /jour sur une période de huit campagnes successives. Un rapport est transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réception des dernières mesures de la période de 30 jours concernée avec les commentaires nécessaires. Ce

rapport résume également la situation météorologique délivrée par la station météo locale (épisodes de vent > 50 km/h, orientation du vent, pluviométrie, température,)

Constats :

L'inspection a pu consulter sur place le rapport de mesures « poussière » de l'année 2024 pour les trimestres T1-T2-T3. Il manquait le trimestre T4 en cours de rédaction qui a été transmis par mail en date du 13/02/2025.

Il n'est pas constaté de dépassement sur les jauges de références (type B) de la valeur objectif de 350mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante. La valeur constatée en moyenne annuelle glissante varie en effet entre 130 à 160mg/m²/jour.

Type de suites proposées : Sans suite